economiesuisse

Initiative populaire «contre le droit international», une mobilisation sans précédent

A quelques jours de la Fête nationale, plus d'une centaine de personnalités des milieux économiques et politiques se mobilisent contre l'initiative «contre le droit international». Celle-ci est contraire aux valeurs de la Suisse et ferait peser une épée de Damoclès sur quelque 600 accords essentiels pour l'économie suisse; sans parler des conséquences en termes de réputation pour le berceau de la Croix-Rouge et le siège d'organisations internationales de premier plan.

A l'initiative du bureau romand d'economiesuisse, plus de 100 personnalités issues du monde économique et des milieux politiques, de gauche à droite, ont accepté - en un temps record de signer l'appel qui paraît aujourd'hui, 29 juillet, dans Le Matin Dimanche. Au moment où nous nous apprêtons à célébrer la Fête nationale, les signataires rappellent leur attachement aux valeurs de la Suisse et leur ferme volonté de combattre l'initiative populaire «contre le droit international» en votation le 25 novembre prochain. Cette mobilisation forte et précoce démontre l'ampleur et la détermination de la vaste alliance qui combat cette initiative.

Notre pays est reconnu pour son habileté diplomatique et ses succès dans la défense de ses intérêts. Nous pouvons en être fiers. Nos intérêts et nos droits sont protégés par plus de 5000 traités conclus de manière volontaire et souveraine avec d'autres États, des organisations internationales et des agences techniques multilatérales (ONU, OMPI, OIT, CERN, Agence mondiale anti-dopage pour ne citer

que quelques exemples). Ce réseau d'accords très dense permet à nos entreprises – dont 90% de PME – d'exporter, bien au-delà de l'Europe, à des conditions avantageuses et de protéger leurs investissements à l'étranger.

En imposant la suprématie du droit suisse sur le droit international, l'initiative de l'UDC menace cet édifice patiemment construit depuis des siècles. Elle fait peser une véritable épée de Damoclès sur quelque 600 accords internationaux essentiels pour notre économie, et donc pour l'emploi en Suisse. Elle porte ainsi gravement atteinte aux valeurs de notre pays qui font pourtant notre prospérité: ouverture sur le monde et respect de la parole donnée.

Contrairement à ce que préconise cette initiative, ce n'est pas en tournant le dos au droit international que la souveraineté, l'indépendance et la neutralité de la Suisse seront préservées. Au contraire. Renoncer à la protection qu'assure le droit international est d'autant plus paradoxal à l'heure où la Suisse participe, par exemple, à une procédure de règlement des différends auprès de l'OMC pour défendre ses intérêts et contrer les mesures protectionnistes des Etats-Unis.

pour le compte des milieux économiques et des partis du centre et de droite. Aux côtés de deux autres coalitions regroupant les acteurs de la société civile, les représentants des associations de protection des droits humains et des travailleurs, ainsi que les partis de gauche, cette large alliance dit clairement NON à une initiative qui sabote les acquis et les droits de la Suisse!